

Cet article a été écrit par Guillaume Alméras, membre de notre association ayant participé aux 1ères Rencontres de Cybèle de décembre 2010. Il est paru sur le site Econostrum (<http://www.econostrum.info>) le 29 mars 2011

Printemps arabe : l'UE doit aider à prévenir le risque systémique de sécurité alimentaire qui menace ses voisins méditerranéens.

Le « Printemps arabe » a été si soudain qu'on n'en cerne encore mal les causes immédiates et les issues possibles. Toutefois, le prix du pain semblant bien avoir compté parmi les principaux facteurs déclenchant, il n'est guère possible d'ignorer la menace potentielle que la hausse du prix des matières premières agricoles, si elle poursuit son évolution actuelle, serait à même de représenter pour les processus de transition démocratique en cours. Du Maroc à la Syrie, en effet, tous les pays des rives sud et est du Bassin méditerranéen sont largement importateurs de denrées de base alors même que, hormis pour les producteurs d'hydrocarbures, ils ont vu avec la Crise leurs balances en devises fragilisées par la baisse des transferts des migrants, des revenus du tourisme et des investissements directs étrangers.

Lors du dernier G 20 Finance, Robert Zoellick a tiré la sonnette d'alarme : en janvier 2011, l'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a pratiquement atteint son pic de 2008. Certes, l'indice de la FAO montre que la hausse des prix concerne pour le moment les oléagineux et le maïs plus que le blé et le riz, à la différence de 2008 et malgré les tensions sur le blé à l'été 2010. Toutefois, à l'horizon de la fin d'année, si la hausse se maintient, toutes les conditions d'une catastrophe seront réunies.

Dès lors, inutile d'entrer dans les débats concernant la part des comportements purement spéculatifs dans cette hausse. Ce qui frappe, plus immédiatement, c'est l'attentisme avec lequel les choses sont considérées. La menace, certes, est identifiée mais elle n'est pas vraiment traitée comme un risque. On peut se prémunir contre un risque mais cela demande de l'évaluer précisément. Tandis qu'on ne peut pas grand-chose contre une menace, sinon se répéter que le pire n'est jamais certain et, si elle survient, tenter d'organiser des secours.

Face au surenchérissement du prix des matières premières, plusieurs solutions sont envisageables pour les pays actuellement menacés : emprunts sur les marchés de devises, accords de swaps entre banques, achats sur les marchés à terme (comme l'a récemment fait le Mexique), groupement des achats (comme l'a récemment recommandé le Cercle de réflexion Cybèle/IHEDN), toutes solutions inaccessibles aujourd'hui néanmoins, faute de pouvoir estimer le risque encouru de manière précise. De sorte que si la catastrophe survient, les pays du sud de la Méditerranée ne pourront compter que sur l'aide internationale. Mais auparavant, leur actuelle ouverture démocratique y résistera-t-elle ? Reconnaître pleinement le risque et l'appréhender de concert avec ses partenaires du Sud ne représenterait-il pas le message fort que l'UE devrait immédiatement leur adresser ?

Beaucoup serait à faire. Un risque s'estime d'abord à travers ses impacts possibles. Cela permet d'en cerner les contours et donc la nature exacte. Car un risque, le plus souvent, en cache plusieurs. Un risque, ensuite, s'évalue. Des montants de pertes encourues doivent être déterminés. Partant, en

croisant impacts et montants, il convient à travers différents scénarios, d'appréhender le degré réel d'exposition aux risques. Cela oblige aussi bien à raisonner en termes globaux, car un risque ne se déclenche pas de lui-même. Toute une concaténation de facteurs doit être prise en compte : ainsi, si le risque ici est celui d'une pénurie alimentaire, la hausse du prix du pétrole, asséchant les réserves en devises, est un facteur tout aussi important que la hausse des denrées alimentaires. La vraie approche doit être systémique. C'est ici particulièrement le cas, car des phénomènes systémiques pourraient jouer en effet et accroître considérablement les difficultés : commandes de prévoyance non coordonnées poussant les prix de marché à la hausse, défaillances en chaîne, incapacité à se financer des différents pays accrue par le fait qu'ils seraient plusieurs à se retrouver dans ce cas de figure, etc.

Parce que tout cela pourrait se produire chez ses voisins, l'UE ne peut considérer qu'elle n'est pas elle-même incluse dans ce système de risques. Dès lors, affirmer sa volonté de contribuer à ce que le Printemps arabe n'aboutisse pas à un hiver dramatique, pourrait être la première mesure engagée par l'UE vis-à-vis de certains pays méditerranéens. En les invitant à développer en commun une solution de *risk management* qui, développée à une telle échelle, serait une première mondiale, tout en étant, quant à sa mise en œuvre, de la responsabilité de chaque Etat.